

## TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

Dans le monde, en Europe et en France, la crise et ses conséquences sont d'une violence insupportable. Généralisées et sans cesse aggravées, les politiques d'austérité mises en oeuvre par les gouvernements nourrissent la crise et plongent les salariés, les privés d'emploi, les retraités, dans la misère.

Sous le diktat du Medef, les parlementaires sont sommés de transposer dans la loi un accord minoritaire, faussement nommé «Sécurité de l'emploi» qui dynamite quarante ans de droit du travail en France. Alors que le chômage explose et que le pouvoir d'achat s'effondre, le patronat propose aujourd'hui :

- De détruire les droits nationaux et interprofessionnels des salariés, en favorisant des accords au seul niveau des entreprises.
- De ne plus faire du contrat de travail une garantie dès lors qu'il pourra faire l'objet d'une suspension, pour une durée pouvant aller jusqu'à deux années, au moyen d'un accord d'entreprise.
- D'imposer une mobilité forcée avec pour sanction le licenciement du salarié qui la refuserait.
- De réduire les moyens des salariés d'obtenir réparation auprès de la justice. Ainsi, ils ne pourraient plus saisir la juridiction prud'homale, au-delà d'une période de trois ans, pour exiger des rémunérations ou des heures supplémentaires non payées.
- De pouvoir, à sa guise et au nom de la sauvegarde de l'emploi, baisser les salaires et modifier les temps et conditions de travail.

Toujours sous l'aiguillon du Medef, les politiques gouvernementales à l'oeuvre visent donc à organiser et généraliser l'insécurité sociale.

Les objectifs régressifs poursuivis au moyen de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) et d'un nouvel acte de la décentralisation s'inscrivent aussi dans cette logique.

Au nom de la réduction des coûts et de la dette, les politiques publiques, les services et l'emploi publics continuent d'être laminés. Les mêmes stratégies sont mises en oeuvre dans les établissements financiers semi public.

Les conditions de vie au et hors du travail des travailleurs ne cessent de se dégrader, de lourdes menaces et incertitudes pèsent sur le statut général des fonctionnaires, sur les droits et les garanties collectives des agents et des non titulaires.

Dans un tel contexte, la fédération des Finances CGT appelle l'ensemble des agents, de Bercy et des institutions économiques et financières du secteur semi public, à créer les conditions d'un rapport de forces, unitaire, inscrit dans la durée et du plus haut niveau possible, pour imposer le changement.

### LE 9 AVRIL 2013, PAR LA GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS, AGISSONS POUR :

- Empêcher la transposition dans la loi de l'ANI et imposer un véritable statut du travail salarié, une véritable sécurité sociale professionnelle, renforcer les droits statutaires et les garanties collectives de tous les agents.
- Imposer l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations incessantes, la revalorisation des rémunérations et la reconnaissance des qualifications acquises et mises en oeuvre par les personnels.

